



PAUL CHAMBERS

## GUINÉE : LE PRIX D'UNE STABILITÉ À COURT TERME

EN DÉCEMBRE 2003, LE PRÉSIDENT CONTÉ A ÉTÉ RÉÉLU AU TERME D'UN PROCESSUS ÉLECTORAL BOYCOTTÉ PAR L'OPPOSITION. LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE A RÉAGI MOLLEMENT AUX MANIPULATIONS DU RÉGIME, ESTIMANT QUE LE POUVOIR EN PLACE CONSTITUAIT UN REMPART UTILE CONTRE LE DÉSORDRE RÉGIONAL. LA « LONGÉVITÉ » DU RÉGIME CONTÉ A CÉPENDANT UN PRIX : LE DÉLABREMENT DE L'ÉCONOMIE ET LA MONTÉE DES TENSIONS À L'INTÉRIEUR DE LA SOCIÉTÉ GUINÉENNE. SI, DANS L'IMMÉDIAT, LA STABILITÉ EST PRÉSERVÉE EN GUINÉE, LE PAYS POURRAIT ÊTRE AFFECTÉ À MOYEN TERME PAR DES VIOLENCES D'UNE AMPLEUR NOUVELLE.

**L**es élections de décembre 2003 ont permis au pouvoir guinéen, que l'on disait moribond, de conforter ses positions à bon compte. En l'absence d'observateurs internationaux et grâce au déploiement opportun des forces de l'ordre – préalablement remises au pas –, le président Lansana Conté a été confortablement réélu au terme d'un scrutin n'ayant occasionné aucun incident majeur. On aurait pourtant pu craindre que les élections de décembre dernier donnent lieu à des manifestations de violence de la part d'une population en proie à d'énormes difficultés économiques. Il n'en a rien été : les incidents se sont révélés beaucoup moins importants que lors des élections plus discutées de 1998, pendant lesquelles plusieurs personnes avaient trouvé la mort à Conakry. Il est vrai que la plupart des candidats potentiels ont cette fois été découragés par la mainmise du régime sur le processus électoral.

Depuis ses débuts en 1985, le régime du président Lansana Conté est curieusement perçu comme un pouvoir fragile qui n'est jamais parvenu à exercer le même niveau d'encadrement et de contrôle de la société guinéenne que celui de son prédécesseur Sékou Touré. Mais, malgré la maladie du président, malgré les manifestations de jeunes, de femmes et de commerçants, le général-président et son entourage continuent à monopoliser l'appareil d'État guinéen.

La plupart des observateurs occidentaux en poste à Conakry attribuent cette longévité inattendue à la « résignation traditionnelle » des populations guinéennes habituées à « courber l'échine » depuis l'époque Sékou Touré. Certains commentateurs s'empressent même d'ajouter que la situation est meilleure en Guinée que dans bien des pays voisins (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire). Ces commentaires traduisent finalement assez bien le sens de la politique internationale à l'égard de la Guinée. En dépit des dérives évidentes du pouvoir – corruption, violences policières et militaires, état d'abandon préoccupant de certaines régions –, les acteurs internationaux (États-Unis, France, Conseil de sécurité) s'accommodent d'un gouvernement perçu comme un rempart utile contre le désordre régional. Après avoir provisoirement suspendu leur aide au moment des élections, les chancelleries occidentales continuent de contribuer, par leur soutien financier, au maintien du régime Conté. Cette « stabilité » et cette « longévité » ont cependant un prix : le délabrement progressif de l'économie et de la société guinéenne et la montée des tensions intercommunautaires. Si, à court terme, la stabilité est préservée en Guinée, le pays pourrait être affecté à moyen terme par des violences collectives d'une ampleur nouvelle.

---

#### LA LONGÉVITÉ DU RÉGIME CONTÉ

Le système guinéen ne repose plus, comme au temps de Sékou Touré, sur un parti unique dont les ramifications s'étendent à l'ensemble de la société. Le pouvoir de Lansana Conté se fonde plutôt sur un contrôle ferme du jeu politique dont la façade démocratique ne doit pas faire illusion. Il repose également sur le soutien apporté par l'armée, un appui qui ne va cependant pas sans tensions récurrentes. Enfin, le régime en place bénéficie du soutien « par défaut » des chancelleries occidentales attachées avant tout à préserver la Guinée des violences armées qui frappent les pays voisins.

#### *Une scène politique pour la façade*

Le président Conté a été réélu pour la troisième fois consécutive en décembre dernier au terme d'un processus électoral contesté par l'opposition. Les élections ont singulièrement manqué de transparence. L'accès aux médias, en dehors d'une petite presse distribuée dans la capitale, demeure en effet étroitement contrôlé par le pouvoir en place – la Guinée est ainsi le seul pays francophone d'Afrique de l'Ouest où l'on ne peut pas capter RFI sur la bande FM. Par ailleurs, le dialogue entamé début 2003 entre le pouvoir et l'opposition afin de garantir l'organisation d'élections démocratiques est resté dans l'impasse. Aucune des revendications des partis d'opposition relatives à l'organisation



des élections, comme la constitution d'une Commission électorale nationale indépendante ou la neutralité de l'administration, n'a été satisfaite. L'Union européenne (UE) a elle-même renoncé à apporter son soutien financier à l'organisation du scrutin. Elle n'a envoyé aucun observateur et a provisoirement suspendu l'aide versée au titre du Fonds européen de développement (Fed).

Les principaux leaders de l'opposition se sont finalement retirés d'un processus électoral visiblement confisqué. En décembre, un simulacre d'élections n'a opposé que deux prétendants : Lansana Conté, candidat à sa propre succession, et Mamadou Barry, prétendants de l'Union nationale pour le progrès (UNP), petit parti très marginal sur la scène politique guinéenne. La présence du second candidat, inconnu des Guinéens, a probablement été encouragée par le pouvoir en place pour donner une apparence démocratique au scrutin. La réélection de Conté a non seulement été plus que confortable (95,6 % des suffrages contre 56 % en 1998), mais elle s'est également signalée par l'absence d'incident notoire – en grande partie grâce au déploiement des forces de l'ordre dans la capitale.

Lors de ces élections, l'opposition guinéenne a montré qu'elle n'était pas en mesure de contester efficacement le régime en place. Elle reste paralysée par ses divisions et par l'emprise du régime sur la vie politique. En dehors du parti au pouvoir, le Parti de l'unité et du progrès (Pup), la plupart des grandes formations recrutent sur une base régionale : l'Union pour le progrès de la Guinée (UPG) de Jean-Marie Doré représente la région forestière, Mamadou Ba et Siradiou Diallo<sup>1</sup> sont les deux grands leaders du monde peul, chacun représentant une partie du Fouta Djallon, et le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG) d'Alpha Condé recrute pour l'essentiel en terre malinké. Aucun de ces différents leaders n'est parvenu à se défaire de l'étiquette ethnique qui lui est associée. Malgré une tentative de regroupement au sein du Front républicain pour le changement démocratique (Frad), les partis d'opposition n'ont pu s'entendre sur le nom d'un leader commun transcendant les rivalités de personnes et les clivages ethniques. Les personnalités susceptibles de faire de l'ombre à Lansana Conté sont d'ailleurs systématiquement écartées, y compris celles qui appartiennent au Pup, le parti du président. L'ancien Premier ministre Sidya Touré, très populaire, a ainsi été mis à l'écart. L'ancien président de l'Assemblée nationale, Bocar Biro Diallo, a été contraint à une retraite sous surveillance dans son village natal du Fouta Djallon<sup>2</sup>. Enfin, Alpha Condé, « l'opposant historique », s'est montré fort discret après un retour mouvementé – intervention des forces de l'ordre contre ses supporters – dans son pays en juillet 2003. Il a préféré se retirer lui aussi d'un processus électoral dont il a dénoncé les manipulations.

Dans l'atmosphère de fin de règne qui caractérise aujourd'hui la Guinée, les véritables acteurs du jeu politique se trouvent finalement moins du côté de l'opposition légale que de celui des clans qui entourent le président et des officiers qui encadrent son armée.

### *Dans l'arrière-cour du pouvoir : les clans présidentiels*

La réalité du jeu politique ne se joue pas sur la scène publique mais dans l'arrière-cour du palais présidentiel et dans les clans qui forment l'entourage immédiat du chef de l'État. Ils sont divisés autour de quelques figures de proue (les femmes du président, les intimes et la famille) et de personnalités issues du monde économique ou du Pup (les hommes d'affaires, les caciques du parti). Ces clans sont composés d'un grand nombre de Soussou, l'ethnie du président. Cependant, le critère principal d'appartenance repose sur la capacité à intégrer l'entourage présidentiel, qui se fonde lui-même sur des critères familiaux – les épouses, les frères, les neveux –, sur des critères ethniques<sup>3</sup>, mais aussi sur l'appartenance aux réseaux d'officiers qui ont soutenu Conté lors de sa prise de pouvoir initiale<sup>4</sup> ou à des réseaux d'affaires qui s'articulent autour de la présidence<sup>5</sup>.

Les épouses du président constituent les figures de proue des principaux clans. Sa première épouse, d'origine baga<sup>6</sup> de la région de Boké et catholique, est à la tête d'une fondation d'œuvres sociales qui verserait dit-on dans les affaires. Un temps éclipsée par la seconde épouse, elle est récemment revenue sur le devant de la scène. La seconde épouse, musulmane, longtemps considérée comme la favorite et la « marraine des musulmans » de Guinée, est une

---

1. Siradiou Diallo est décédé au moment même de la rédaction de cet article. Il est encore trop tôt pour discerner l'impact qu'aura la disparition de cette figure historique importante de la scène politique guinéenne en général et peule en particulier.

2. Signe de l'influence que conserve Biro Diallo en dépit de son exil villageois, l'un de ses fils, le lieutenant A. O. Diallo, figure parmi les militaires récemment arrêtés par le pouvoir, selon Radio France Internationale (1<sup>er</sup> décembre 2003).

3. Les clans présidentiels ne sont pas cependant exclusivement composés de Soussou. La troisième épouse du président, la « non-officielle » comme on la désigne à Conakry, est ainsi d'origine peule. Arafan Camara, adjoint du chef d'état-major, est un Malinké de Faranah, El Hadj Guinée, l'ex-homme fort du patronat guinéen, était peul, mais il a depuis été remplacé par Mamadou Sylla, originaire de la Basse-Côte.

4. C'est le cas d'Arafan Camara (voir note précédente).

5. Citons ainsi la montée dans l'entourage présidentiel – sinon du président lui-même, du moins de ses épouses – d'hommes d'affaires mandingo ou manian très actifs dans le commerce du diamant en Guinée, au Liberia ou en Sierra Leone.

6. Sous-groupe soussou.



femme d'affaires avertie<sup>7</sup>. Elle est la mère de la plupart des enfants du président. Sa récente disgrâce, à la suite de la maladie de son mari, ne l'empêche pas de demeurer encore très influente. Il existe enfin une troisième épouse, « non officielle », dont l'influence serait grandissante. À côté des épouses, les proches parents de Lansana Conté sont également très présents dans son entourage. On compte notamment parmi eux quelques jeunes officiers – notamment un « fils adoptif » et un neveu – qui jouent un rôle apparemment des plus importants en cette fin de règne.

Au-delà d'un cercle familial, déjà parcouru de rivalités, les clans s'élargissent à quelques hommes d'affaires<sup>8</sup> (Mamadou Sylla, PDG de la société Futurelec, Santullo, homme d'affaires italien) et aux caciques du parti présidentiel. Les membres du gouvernement, affiliés au Pup, apparaissent comme des figures relativement fragiles sur l'échiquier du pouvoir. Si leur position est sans doute lucrative, ils sont soumis aux aléas des fréquents remaniements ministériels. De plus, le parti est actuellement divisé par la lutte d'influence que se livrent deux prétendants au titre de « dauphin du président », Aboubacar Somparé et El Hadj Fodé Soumah. Le premier est président de l'Assemblée nationale et, en tant que tel, il est le dauphin constitutionnel : en cas de vacance du pouvoir, il deviendrait président par intérim et aurait la charge d'organiser de nouvelles élections. Nommé président de l'Assemblée nationale après les dernières élections législatives de 2002, il a remplacé El Hadj Boubacar Biro Diallo, l'un des rares leaders peuls du Pup qui s'était montré très critique envers le régime de Lansana Conté<sup>9</sup>.

Somparé est notamment soutenu par des ténors du Pup, parmi lesquels on compte Sékou Konaté, le secrétaire général actuel du parti, Lamine Sidimé, le Premier ministre, et par Fodé Bangoura, l'influent ministre-secrétaire auprès de la présidence. Cependant, l'année 2003 a été marquée par l'ascension du vice-gouverneur de la Banque centrale, El Hadj Fodé Soumah, qui, sans être membre du Bureau politique du Pup, a été nommé « parrain du parti ». Il a été chargé par le président d'organiser la campagne présidentielle. Fodé Soumah, dont on dit qu'il nourrit des ambitions personnelles au-delà de la campagne pour le compte de Lansana Conté, a reçu le soutien de plusieurs sections de jeunes du Pup ainsi que de M'Bemba Bangoura, le gouverneur de Conakry. Cependant, même si Somparé et Soumah ne sont pas dénués d'envergure ni surtout d'ambitions, la plupart des observateurs interrogés s'accordent à dire qu'ils n'ont pas l'assise politique suffisante pour succéder durablement à Conté. S'ils sont devenus des figures de proue du parti au pouvoir, leur ascension reste finalement récente (2002 pour Somparé et 2003 pour Soumah). Surtout, ils n'occupent pas de position forte au sein des clans présidentiels qui tiennent les affaires.

Ces différents clans sont habitués à se disputer depuis plusieurs années la manne que constitue le contrôle de l'État. Or, ils se trouvent aujourd'hui dans une situation paradoxale : dans une ambiance de fin de règne, les clans se préoccupent de sauver leurs avantages en assurant la continuité du régime au-delà de la personne du président. Pour cela, ils doivent faire taire leurs rivalités et s'entendre sur les modalités de la succession. Convaincus, pour la plupart, du caractère inévitable d'une transition militaire, ils ont prudemment noué des liens avec l'armée et poussent chacun leurs favoris. Au-delà des clans, qui tiennent les affaires mais restent divisés et dont la position doit beaucoup à leurs liens personnels avec Conté, il semble que l'armée constituera l'acteur déterminant en cas de disparition du président.

### *Une armée privilégiée mais sous surveillance*

Le régime Conté est issu d'une prise de pouvoir par les militaires en 1984. Depuis lors, l'armée en constitue l'un des piliers. Le rôle joué par les militaires s'est d'ailleurs renforcé après les « agressions armées » de 2000-2001, pendant lesquelles ils ont repoussé les « rebelles » soutenus par Charles Taylor.

Les relations entre l'armée et le président ont cependant été très changeantes ces dernières années. Un certain malaise affecte en effet les cadres militaires, pour deux raisons principales : d'une part, la confiscation par les clans présidentiels et quelques officiers d'ethnie soussou des canaux d'enrichissement qui passent par l'État, d'autre part, la discrimination dont sont victimes certains officiers, souvent formés à l'étranger, qui n'appartiennent pas à la mouvance présidentielle et se voient bloqués dans leur avancement.

De fait, l'armée a déjà été tentée de profiter du mécontentement populaire pour renverser le président Conté. En 1996, un groupe d'insurgés a pilonné le palais présidentiel, s'emparant même de la personne du président. Incapables

---

7. Elle exercerait ses talents de femme d'affaires dans des domaines aussi variés que la téléphonie, la distribution, les mines, etc. Voir *La Lettre du Continent*, n° 430, 11 septembre 2003.

8. Le groupe des hommes d'affaires entourant le président et profitant des marchés d'État aurait connu des « remaniements » importants en 2002. Le « cartel » informel des commerçants peuls, dont El Hadj Guinée constituait la figure de proue, a cédé du terrain au « lobby » soussou. Voir *La Lettre du Continent*, n° 392, 24 janvier 2002. Certains observateurs y voient la rupture de l'alliance entre pouvoir politique soussou et pouvoir économique peul, une alliance fondamentale pour la stabilité du régime actuel. Entretien d'ICG avec un opérateur économique guinéen, Conakry, octobre 2003.

9. Les clans de l'entourage présidentiel ont voulu évincer El Hadj Biro qui, originaire du Fouta Djallon et très influent au sein de l'ethnie peule, aurait pu devenir un élément gênant, en particulier en cas de vacance du pouvoir. Il a été en effet à l'origine de la création du Pup, avant de devenir très critique envers le général-président.



pendant de s'accorder sur le nom d'un leader, les mutins ont été contraints de réinstaller à la présidence Lansana Conté, qui a repris le pouvoir non sans opérer de violentes purges au sein de l'armée. Depuis le putsch avorté de 1996, le régime guinéen est toujours l'objet de rumeurs récurrentes de coups d'État. L'année 2003 n'a pas fait exception : en décembre 2002, une première rumeur faisait état de la mort du président et de la prise imminente du pouvoir par des militaires ; en juillet 2003, les ambassades de plusieurs pays occidentaux ont réuni leurs ressortissants pour leur annoncer l'imminence d'un coup d'État, lequel n'a finalement jamais eu lieu. Enfin, en novembre 2003, à quelques semaines des échéances électorales, la présidence a ordonné l'arrestation de plusieurs dizaines de jeunes militaires à Conakry et dans les principales garnisons de l'intérieur du pays. Ces arrestations sont le signe des tensions récurrentes entre le pouvoir et son armée.

L'armée est cependant relativement échaudée par l'échec du coup d'État de 1996<sup>10</sup>. Elle est depuis étroitement surveillée de l'intérieur par les officiers et sous-officiers originaires de Basse-Côte, plus enclins à défendre un régime qui leur octroie ses largesses. Les militaires tentés par une aventure politique hésitent ainsi à s'organiser et à s'engager. Il règne une atmosphère de méfiance et de suspicion à l'intérieur des cercles d'officiers. La présidence a également pris le soin de renforcer sa garde prétorienne, les fameux « bérets rouges », un corps particulièrement choyé dont les membres sont en grande majorité originaires de la même région que Lansana Conté<sup>11</sup>. Des bâtiments stratégiques comme les camps militaires ou l'immeuble de la RTG – Radio Télévision Guinéenne – sont l'objet d'une surveillance toute particulière de la part du régime.

Le pouvoir en place ne développe pas simplement une surveillance suspicieuse à l'égard de l'armée, il veille aussi à en faire l'un des corps les plus privilégiés du régime actuel. Alors que la plupart des services publics ou semi-publics (secteur énergétique, infrastructure routière, enseignement supérieur, etc.) sont en pleine déliquescence, l'armée et plus généralement les forces de sécurité constituent le seul secteur à bénéficier d'efforts soutenus de restructuration et de réorganisation, qui doivent beaucoup aux programmes de coopération militaire mis en place par les États-Unis et la France. Outre les livraisons directes ou indirectes de matériel, la Guinée bénéficie en effet aujourd'hui de programmes de formation de ses troupes : les États-Unis ont ainsi formé depuis 2001 un bataillon de rangers spécialistes de la surveillance des frontières. L'armée française a pour sa part contribué à la formation de la dernière promotion des cadets de l'école d'officiers du camp Alfa Yaya, et envisage de soutenir la création d'une école de sous-officiers dans la grande banlieue de Conakry<sup>12</sup>.

De son côté, le gouvernement guinéen a considérablement augmenté ses dépenses dans le domaine de la défense<sup>13</sup>. Il a rénové son matériel militaire en achetant notamment des avions de combat et des hélicoptères d'assaut<sup>14</sup> de fabrication soviétique, et intégré de nouvelles recrues dans ses rangs alors même que les recrutements dans les autres corps de la fonction publique sont réduits au minimum depuis le début des années 1990. Grâce à ces recrutements, il a pu gérer le problème posé par la démobilisation des « Jeunes volontaires » armés en 2000-2001, quand on prédisait le pire à l'État guinéen pour avoir distribué des armes de façon précipitée. Après la victoire déclarée en septembre 2001, les « Jeunes volontaires », pour la plupart de jeunes hommes en panne d'intégration professionnelle, avaient espéré être intégrés dans l'armée ou dans les forces de police ; mécontents d'être délaissés par l'État après avoir participé à la victoire, ils ont organisé en 2002 une série de manifestations parfois violentes mais toujours localisées – coups de feu à Guéckédou, brève prise d'otage du préfet à Nzérékoré.

La reprise en main des forces de sécurité a globalement profité à l'armée, seul corps dont on peut dire qu'il bénéficie de l'attention bienveillante de l'État<sup>15</sup>. Celle-ci ne suffit sans doute pas à assurer une fidélité sans faille des militaires envers la présidence<sup>16</sup>, mais elle contribue pour le moment à la longévité du régime Conté.

---

10. Les procès des militaires incriminés dans la tentative de coup d'État de 1996 ont notamment marqué les esprits et certainement refroidi les militaires les plus frondeurs.

11. Alors que de nombreux « bérets rouges » avaient été entraînés par l'armée française sur l'île de Kassa, Lansana Conté aurait décidé de s'entourer désormais des éléments formés par les rangs américains. Voir *La Lettre du Continent*, n° 404, 18 juillet 2002. Cela n'empêche pas que des membres de la garde présidentielle figurent dans la vague d'arrestations de novembre 2003.

12. Entretien avec un responsable militaire, Conakry, octobre 2003. Par ailleurs, l'armée française a entraîné en 2000-2001 des éléments de la garde présidentielle sur l'île de Kassa, au large de Conakry. Voir *La Lettre du Continent*, n° 404, 18 juillet 2002.

13. Un récent rapport de la Banque mondiale, cité par le journal *Le Lynx*, établit un lien direct entre la forte hausse de la dette publique de l'État guinéen et l'augmentation de ses dépenses sécuritaires. Voir *Le Lynx*, n° 601, 29 septembre 2003.

14. Ces appareils sont principalement basés à Conakry et à Faranah.

15. En ce sens, la situation de l'armée guinéenne est très différente de son homologue ivoirienne, marginalisée sous les présidents Félix Houphouët-Boigny (1960-1993) et Henri Konan Bédié (1993-1999). Cette marginalisation de l'armée en Côte d'Ivoire a suscité bien des frustrations et explique en partie les mutineries de 1999 et de 2002.

16. Au début de l'année, quelques mois après l'annonce officielle de sa maladie, le président Conté prononce ainsi au camp Samory un discours virulent contre les « politiciens » et les « militaires » qui seraient tentés de le renverser. En mai 2003, il a également procédé à quelques arrestations préventives au camp Alfa Yaya Diallo. Plus récemment, il aurait réuni secrètement les principaux officiers de son armée pour leur demander de « se tenir calmes » et de le « laisser finir son travail ». La récente vague d'arrestations reflète elle aussi l'attitude ambiguë du pouvoir à l'égard de l'armée : il l'entoure de privilèges tout en se méfiant d'elle. Cette persistance des tensions entre l'armée et le pouvoir est principalement liée aux lignes de clivage ethniques ou générationnelles qui traversent l'institution militaire guinéenne.



### *Une armée divisée*

Si le régime Conté tente de s'attacher l'armée en en faisant un corps privilégié, il reste menacé par les divisions internes qui affectent l'institution. En effet, tous ne profitent pas au même titre des largesses du régime. Les officiers de l'armée guinéenne se divisent schématiquement en trois strates principales, entre lesquelles existent à la fois des liens d'alliance et d'oppositions.

Le premier groupe est celui des officiers supérieurs – lieutenants-colonels, colonels et généraux. Ce groupe comprend les militaires les plus âgés qui ont commencé leur carrière à l'époque de Sékou Touré. Certains d'entre eux, comme Kerfalla Camara, actuel chef d'état-major et récemment promu général de division, ont d'ailleurs participé au coup d'État de 1984 aux côtés de Lansana Conté. D'origine soussou, Kerfalla Camara est l'un des principaux soutiens du président au sein de l'armée guinéenne<sup>17</sup>. En tant que plus haut gradé, il pourrait jouer un rôle important en cas de transition militaire. D'autres hauts gradés sont également très influents et apparaissent comme des caciques du régime actuel, tels le général O. Arafan Camara<sup>18</sup> ou les généraux d'origine peule Abdourahmane Diallo et Bailo Diallo. Si ces hommes appartiennent à la même génération et ont traversé les mêmes régimes, ils sont en revanche issus de groupes ethniques différents. Cette différence, ajoutée à certaines rivalités personnelles, pourrait avoir des conséquences sur l'unité de l'armée en cas de mobilisations politiques sur des bases ethniques.

Le second groupe est constitué par les officiers dont l'ascension dans les rangs de l'armée s'est effectuée en même temps et grâce à l'installation du nouveau régime. Il appartient en grande majorité à l'ethnie du président, les Soussou de Basse-Guinée. À l'intérieur de l'armée, ces officiers apparaissent comme le pilier d'un régime à qui ils doivent leur réussite sociale. Ils sont perçus par la population comme bénéficiant injustement des largesses du régime : l'uniforme et les galons sont en effet un accès privilégié à l'enrichissement personnel<sup>19</sup>. Par ailleurs, ces officiers soussou, dont le professionnalisme est pourtant parfois mis en doute, occupent actuellement la plupart des postes de sous-préfet, préfet et gouverneur en région forestière. Certains parmi eux appartiennent à l'entourage proche de Lansana Conté et auraient les faveurs de certains clans pour lui succéder<sup>20</sup>. Ils devraient alors compter avec l'opposition de leurs supérieurs hiérarchiques et avec l'hostilité encore plus marquée des jeunes officiers, la troisième strate de l'armée.

Les « jeunes officiers » n'ont pas profité des largesses du régime au même titre que le second groupe. Une grande partie d'entre eux a été formée à l'étranger, notamment dans des écoles militaires françaises, américaines et marocaines. Issus des ethnies de Moyenne et de Haute-Guinée ainsi que de la Guinée forestière, ils n'appartiennent pas au groupe des officiers soussou qui

jouit de la confiance du président. Du fait de la méfiance que nourrit le régime à l'égard de sa propre armée, ils ont été bloqués dans leur ascension professionnelle<sup>21</sup> et cultivent dès lors un fort ressentiment à l'égard d'un régime qui favorise ou discrimine les officiers non sur leur capacité professionnelle mais sur une base ethnique. Selon plusieurs sources, certains d'entre eux envisageraient de renverser le président Conté et cherchent à sonder les chancelleries occidentales dans ce but. Ce groupe est cependant l'objet d'une surveillance assez étroite de la part de certains collègues. Les récentes arrestations de novembre 2003 l'ont principalement visé.

Il faut également prêter attention au rôle que pourraient jouer des sous-officiers, voire de simples hommes de troupe en cas de vacance ou de tentative de renversement du régime. L'exemple ivoirien incite en effet à être attentif au mécontentement de la base et des sous-officiers. Cependant, en Guinée, les coups de force de l'armée, en 1984 comme en 1996, ont toujours été encadrés par des officiers supérieurs. En 1996, le mécontentement de la troupe avait provoqué un début de mutinerie, transformé en tentative de putsch par des officiers. Par ailleurs, si la troupe ne bénéficie pas des largesses du régime au même titre que certains groupes d'officiers, elle n'en apparaît pas moins elle aussi comme une couche plutôt favorisée par le régime. Ainsi, alors que le prix du sac de riz montait en flèche en juillet-août 2003, la Guinée a reçu une forte donation de la part de la Chine. Une partie de ce riz a été vendue aux militaires en priorité et à des prix très préférentiels (moins de 20 000 FG).

---

17. Cela n'empêcha pas Kerfalla Camara de connaître lui aussi un temps de disgrâce peu après la tentative de putsch de 1996 lors de laquelle il avait proposé à Lansana Conté la création d'un comité de crise comprenant le président, lui-même, et quelques officiers supérieurs mis depuis à la retraite. Voir *La Lettre du Continent*, n° 374, 24 février 2000.

18. Malinké originaire de Faranah comme Sékou Touré, Arafan Camara est l'ancien aide de camp du président et l'actuel adjoint du chef de l'état-major, avec lequel il entretiendrait cependant une certaine rivalité. Selon certaines sources, il est apprécié des jeunes officiers mais reste discrédité par ses liens avec le défunt dictateur Sékou Touré. Voir *Africa Confidential*, 21 mars 2003, et *Africa Research Bulletin*, 40 (3), avril 2003.

19. L'armée est en effet un acteur économique important en Guinée. Des marchés d'État lui sont attribués, comme la réfection de la route qui mène en dehors de Conakry. Selon la rumeur publique, son budget aurait été détourné par les militaires en charge de réaliser les travaux. Entretien d'ICG avec un opérateur économique guinéen, octobre 2003. Par ailleurs, l'armée est grande productrice de riz en Basse-Guinée dans ce qui est communément appelé en Guinée les « champs du président ».

20. Plusieurs noms sont avancés, notamment ceux d'un lieutenant et d'un capitaine appartenant à la famille du président Conté.

21. Le cas d'un jeune officier originaire de Moyenne-Guinée, formé dans une prestigieuse école militaire occidentale, bloqué au rang de lieutenant pendant près d'une décennie alors qu'il pouvait accéder au rang de commandant, voire de lieutenant-colonel, démontre combien cette nouvelle génération d'officiers voit ses aspirations déniées. Entretien d'ICG avec un responsable militaire, Conakry, octobre 2003.



Les divisions internes de l'armée ajoutent de l'incertitude quand aux acteurs éventuels d'une transition militaire ou même d'une tentative de prise de pouvoir par la force. La possibilité d'affrontements entre plusieurs factions de l'armée n'est pas à exclure en cas de vacance du pouvoir. Certains militaires pourraient même être tentés d'agir avant le départ de Conté s'ils estiment avoir plus de chance en renversant le pouvoir qu'en attendant de jouer un rôle dans une éventuelle transition militaire. Toute la question reste de savoir si l'armée saura taire ses différends internes et s'accorder sur un candidat de transition pour sauver son unité et ses privilèges.

### *Un soutien « par défaut » des chancelleries occidentales*

Le troisième pilier de la stabilité politique guinéenne réside dans le soutien apporté par les puissances occidentales, un soutien qui s'est renforcé avec le développement des violences armées dans la région. Avec la mise en place du régime de Conté au milieu des années 1980, les puissances occidentales ont amorcé un retour remarqué dans un pays réputé pour s'être longtemps fermé à l'étranger. Ce retour est lié à d'évidents intérêts économiques suscités par les importantes richesses naturelles de la Guinée : la bauxite mais également l'or, le diamant, le bois, le caoutchouc ou même le fer du Nimba, qui n'est pas encore exploité mais qui suscite déjà la convoitise des grandes compagnies minières mondiales. La présence occidentale s'est également accrue au moment où la situation politique dans la région du fleuve Mano a commencé à se dégrader.

Le régime Conté est perçu par les puissances occidentales comme l'un des derniers pôles de stabilité dans une région victime de la déliquescence des États. Conscientes des risques de dégradation régionale et d'extension progressive des combats, celles-ci souhaitent préserver la Guinée du désordre sous-régional. Le régime actuel en joue d'ailleurs auprès des acteurs internationaux : selon certains opposants, il brandit la menace d'une improbable guerre ethnique pour mieux se présenter comme le garant de l'ordre public en Guinée<sup>22</sup>.

Les États-Unis ont fait par ailleurs un retour particulièrement remarqué dans le pays : ils ont développé un programme de coopération militaire axé sur la défense des frontières en assurant la formation de 800 rangers basés actuellement dans la région de Kankan, mais dont des détachements sont affectés à la surveillance des frontières. De manière générale, les États-Unis sont perçus comme un allié de Conakry dans la lutte menée contre le régime de l'ex-président libérien Charles Taylor. De nombreux Guinéens considèrent que le soutien militaire des États-Unis a permis à la Guinée de faire face aux attaques de septembre 2000, même si, officiellement, les responsables militaires

américains présents en Guinée se défendent d'une quelconque implication d'envergure et évoquent plutôt un simple « concours psychologique » apporté à l'armée guinéenne. Signe de leur intérêt croissant pour le pays, les États-Unis construisent actuellement à Conakry une nouvelle ambassade dont la taille frappe les observateurs<sup>23</sup>.

Ancienne puissance coloniale, la France est également présente en Guinée, bien qu'elle souffre toujours d'une mauvaise image depuis l'époque Sékou Touré. Elle a développé ses propres projets de coopération militaire, s'impliquant notamment dans la formation des nouvelles promotions d'officiers et bientôt de sous-officiers. Ces différents programmes de coopération militaire ont été mis en œuvre récemment et reflètent incontestablement le souci de contenir l'extension des conflits de la région du fleuve Mano. Cette volonté de préserver la stabilité en Guinée se fait cependant au prix d'une accommodation inquiétante avec un régime qui présente peu de garanties démocratiques.

Loin de constituer un pouvoir fragile, le régime du président Conté s'est au contraire renforcé en maintenant son contrôle sur la société guinéenne et en se présentant aux yeux des puissances internationales comme un rempart contre l'instabilité régionale. Sa stabilité repose sur un jeu complexe d'alliances et d'oppositions entre des clans civils et/ou militaires qui intègrent un nombre finalement assez large d'élites. Il n'en reste pas moins que ce subtil dispositif reste en dernier ressort étroitement dépendant de la figure du président Conté, personnage autour duquel se réalise l'équilibre du pouvoir et s'articulent le pouvoir des clans et celui de l'armée.

Qu'advient-il en cas de disparition ou de retrait d'un président qui ne peut plus cacher aujourd'hui la gravité de sa maladie ? La question est d'autant plus préoccupante que, si la paix civile est maintenue à court terme, l'incurie et les dérives mafieuses du régime Conté contribuent à nourrir à plus long terme d'inquiétantes dynamiques de déstabilisation et de tensions à l'intérieur même de la société guinéenne.

---

22. Entretien avec un opposant politique, Conakry, octobre 2003.

23. Signe du temps qui change, le nouveau bâtiment de la Radio Télévision Guinéenne (RTG) vient d'être construit en face de la future ambassade américaine. Quand on connaît l'importance d'un tel bâtiment dans l'espace politique en Afrique de l'Ouest – généralement la première cible de toute tentative de prise de pouvoir par la force –, on comprend que ce nouvel emplacement constitue un symbole fort.



---

### LES RISQUES D'UNE DÉRIVE VIOLENTE

Depuis plusieurs années, le pays traverse une grave crise économique qui nourrit un malaise social croissant. Incapable de résoudre les dysfonctionnements structurels, le régime se sert de certaines communautés comme de boucs émissaires, un jeu évidemment dangereux pour l'équilibre de la société guinéenne. Au-delà des dirigeants actuels, d'autres entrepreneurs politiques pourraient mobiliser demain les rancœurs sociales pour les transformer en un mouvement de protestation plus radical.

#### *Une population usée par les difficultés économiques*

Les risques d'implosion sociale et politique sont d'autant plus réels que l'économie guinéenne est au plus mal<sup>24</sup>. Si la crise économique et sociale qui frappe le pays n'est pas un fait nouveau, l'année 2003 s'est tout de même signalée par la multiplication des manifestations contre la hausse du coût de la vie et l'état de délabrement du pays. À Conakry, les coupures d'eau et d'électricité ont commencé dès le mois de novembre 2002 et ont duré jusqu'au début de la saison des pluies en juin 2003<sup>25</sup>. Plusieurs manifestations spontanées ont eu lieu en février-mars 2003 pour protester contre les conséquences de ces coupures.

Les prix des produits de base ont également flambé à partir du milieu de l'année 2003 : le sac de riz est ainsi passé de 24 000 francs guinéens (FG) à plus de 34 000 avant de redescendre à 30-31 000 ; la bouteille de gaz est passée dans le même temps de 37 000 à 51 000 FG, le prix du pain de 350 FG à 450 FG<sup>26</sup>. Depuis l'été 2003, la presse indépendante se fait l'écho de la difficulté de la population guinéenne à affronter une telle hausse du prix des denrées de base. En juillet, un camion chargé de riz a même été pillé en plein jour par la population dans une commune de Conakry<sup>27</sup>.

L'État est souvent présenté comme le principal responsable de cette situation. Ainsi, certaines rumeurs persistantes affirment que les coupures d'eau et d'électricité sont le résultat d'une politique agricole inconséquente en Basse-Guinée<sup>28</sup>. Par ailleurs, la plupart des services publics ou semi-publics sont en déliquescence. Si le réseau autoroutier a bénéficié de quelques améliorations en Haute-Guinée, avec notamment la rénovation de la route menant au Mali, de manière générale l'état des routes à Conakry comme dans le reste du pays est déplorable<sup>29</sup>. La fonction publique gronde : les enseignants menacent de faire grève car l'État ne les a pas rémunérés depuis plus de sept mois<sup>30</sup>, les étudiants de Conakry ont entamé en janvier 2004 une grève marquée par l'arrestation des principaux leaders du mouvement.

Or, plusieurs éléments laissent à penser que la situation économique ne va pas s'améliorer de façon significative dans les prochains mois. D'une part,

les marges de manœuvre du gouvernement sont réduites. L'État guinéen aura en effet beaucoup de mal à satisfaire les revendications des fonctionnaires dans la mesure où il doit faire face dans le même temps à un important déficit public (680 milliards de FG) récemment révélé par un rapport de la Banque mondiale<sup>31</sup>. D'autre part, l'économie guinéenne, déjà mise à mal ces derniers temps, doit supporter les contrecoups de la crise ivoirienne. Outre l'augmentation des denrées qui étaient auparavant importées depuis Abidjan, des dizaines de milliers de Guinéens qui avaient choisi d'émigrer en Côte d'Ivoire ont dû rentrer précipitamment ; ayant laissé derrière eux la plupart de leurs biens et se retrouvant sans emploi, ils pèsent sur la population locale, alors qu'auparavant ils la soutenaient par l'envoi d'argent depuis la Côte d'Ivoire.

Selon un récent rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Ocha), la situation est particulièrement préoccupante en Haute-Guinée, une région où les populations mandingues (Malinké, Konianké, Maou, etc.) avaient pris l'habitude d'émigrer pour profiter de la prospérité économique du voisin ivoirien. Or, beaucoup sont retournés en Guinée, fuyant non seulement la violence des récents combats, mais également la xénophobie anti-nordistes et/ou anti-musulmans dont ils sont victimes depuis plusieurs années.

---

24. Le dernier rapport de la Banque mondiale, publié en juillet 2003, sur l'indice de développement humain classe ainsi la Guinée au 157<sup>e</sup> rang mondial sur 175 pays.

25. Ces coupures sont fréquentes depuis plusieurs années et contribuent à l'exaspération croissante de la population de Conakry. Voir O. Goerg, « L'électricité, le pouvoir et le football en Guinée (Coupe du monde 2002) », *Politique africaine*, n° 88, décembre 2002, pp. 168-173.

26. 1 000 FG = 0,41 euro ; prix recueillis auprès de la population de Conakry, octobre 2003.

27. *Le Lynx*, n° 591, 21 juillet 2003.

28. En effet, pour les besoins des vastes domaines rizières de Basse-Guinée, les ingénieurs agricoles n'hésiteraient pas à effectuer d'importants pompages dans les cours d'eau qui sillonnent la région. Ce faisant, ils réduisent d'autant l'approvisionnement des barrages hydroélectriques qui fournissent l'électricité au pays et à Conakry en particulier. Entretien avec un opérateur économique guinéen, Conakry, octobre 2003.

29. Ainsi, une région comme la Guinée forestière est presque coupée du reste du pays pendant la saison des pluies : l'état des routes est tel qu'à partir du mois de juillet, des camions s'embourbent ou se renversent quotidiennement et bloquent plusieurs jours durant la circulation. En octobre 2003, à Nzérékoré, capitale régionale de la Guinée forestière, le prix du litre d'essence est soudainement passé de 1 500 à 2 500 FG en raison des difficultés d'approvisionnement par la route.

30. *Le Démocrate*, n° 602, 6 octobre 2003.

31. La dette publique de l'État a triplé en moins de trois ans (elle était de 270 milliards de FG, soit 11 129 877 euros, en 2001). Le rapport de la Banque mondiale pointe notamment l'augmentation des dépenses liées à la sécurité de l'État. Voir *Le Lynx*, n° 601, 29 septembre 2003.



### *La montée des tensions intercommunautaires*

Ces difficultés économiques sont d'autant plus inquiétantes que les frustrations qu'elles génèrent pourraient aviver les clivages internes de la société guinéenne. Il est vrai que l'un des grands facteurs de stabilité en Guinée est lié à l'existence d'un sentiment national qui n'exclut aucun des grands groupes ethniques de la nation. Les rivalités ethniques existent incontestablement, mais, contrairement au Liberia ou à la Côte d'Ivoire, aucun des quatre grands ensembles ethniques du pays ne se voit contesté dans son appartenance à la nation guinéenne. L'absence de médias de la haine stigmatisant certains groupes de population est un autre facteur de stabilité. En Côte d'Ivoire, la presse écrite a contribué pour beaucoup à la montée des haines intercommunautaires. En Guinée, les journaux, relativement libres, à l'inverse de la radio et de la télévision, n'ont encore jamais joué un tel rôle.

Cependant, dans un contexte de malaise généralisé et de lassitude à l'égard du pouvoir, dans quelle mesure cette relative « exception guinéenne » pourrait-elle résister longtemps à l'aggravation de tensions intercommunautaires latentes ? Pour se décharger de ses propres responsabilités face à la crise, l'État n'hésite pas en effet à faire de certaines communautés les boucs émissaires du mécontentement populaire<sup>32</sup>. Ainsi, après la manifestation des femmes guinéennes fin août 2003, le président Conté a exprimé son mécontentement à l'égard des commerçants qui pratiquaient la spéculation sur les biens de première nécessité. En octobre, Mamadou Sylla, leader du patronat guinéen et fidèle soutien de Lansana Conté à qui il doit son ascension, a été plus loin en accusant les commerçants étrangers d'affamer le peuple guinéen. La communauté libanaise, qui tient le commerce d'import-export, se sent particulièrement visée<sup>33</sup>. Le régime actuel vise également les compagnies occidentales, notamment dans le secteur minier, qu'il accuse de ne plus verser leurs taxes à l'État. En désignant les commerçants comme responsables des maux de la société guinéenne, le pouvoir joue dangereusement sur les clivages intercommunautaires pour se dédouaner de ses propres responsabilités. Ainsi les Peuls, qui gèrent la grande majorité du commerce de détail à Conakry, en particulier au marché central de Madina, sont déjà victimes d'un certain ostracisme de la part des autres groupes ethniques qui les accusent de s'enrichir aux dépens des autres communautés<sup>34</sup>. Craignant les pillages en cas de débordement à Conakry, les commerçants peuls de Madina ont d'ailleurs dû négocier la protection du pouvoir<sup>35</sup>.

Tous les discours xénophobes utilisés par le pouvoir pour détourner les critiques nourrissent les violences collectives : en 1985, le président Lansana Conté, à peine arrivé au pouvoir et déjà menacé par un coup d'État militaire organisé par d'anciens hommes forts du régime Sékou Touré, encourageait la

destruction de maisons et de commerces tenus par des Malinkés, assimilés aux partisans de l'ancien pouvoir. Plus récemment, en 2001-2002, le régime guinéen a accusé les réfugiés sierra-léonais et libériens de complicité avec les agresseurs de Guéckédou et Macenta<sup>36</sup>. Conakry et d'autres villes de l'intérieur ont alors été pendant plusieurs jours le théâtre de chasses à l'étranger particulièrement violentes. Mais c'est sans doute dans la région forestière que ces tensions intercommunautaires se sont le plus avivées avec l'extension des conflits de la Mano River.

### *L'implication dangereuse du régime Conté dans les conflits de la Mano River*

Les graves difficultés économiques et les tensions politiques et sociales qui affectent actuellement la Guinée ne sont pas exceptionnelles en Afrique subsaharienne. Cependant, les connexions étroites qui lient la Guinée aux principaux conflits de la région pourraient rapidement conférer une dimension plus violente à ce qui reste pour l'instant une crise économique et sociale marquée par des blocages politiques. Depuis les années 1990, le régime de Lansana Conté n'a en effet cessé de s'impliquer dangereusement dans les conflits de la Mano River. La Guinée forestière notamment est devenue une plaque tournante des armes et des combattants, abritant des groupes armés qui ont contribué à la détérioration du climat politique local et à la montée des tensions intercommunautaires. Si ces groupes ont jusqu'à présent

---

32. En cela, il n'innove pas, car son prédécesseur, le régime Sékou Touré, s'était lui-même rendu tristement célèbre en se servant de la communauté peule comme bouc émissaire.

33. L'Union libanaise de Guinée (Ulgui) a affirmé début novembre que les Libanais de Guinée avaient été menacés d'expulsion par le président du Conseil national du secteur privé (CNSP), Mamadou Sylla, un fidèle du président Lansana Conté. AFP, 10 novembre 2003.

34. Ainsi, nous avons été témoin de la scène suivante à l'aéroport de Conakry : un douanier, probablement soussou (car de patronyme Soumah), jette à terre le passeport d'un voyageur peul en lui déclarant : « Les Barry [un patronyme typiquement peul] sont tous des voleurs ! »

35. En septembre 2003, le gouvernement s'inquiète de la dépréciation du franc guinéen, qui provoque une augmentation des biens importés, dont certains produits de première nécessité. Le gouvernement organise une réunion avec les opérateurs économiques pour trouver des solutions. Au cours de cette réunion, des représentants des commerçants peuls de Madina s'engagent à pratiquer un taux de change susceptible de faire remonter le franc guinéen. Ils craignent en effet que la soudaine montée des prix n'entraîne des pillages. Entretien avec un opérateur économique, Conakry, octobre 2003.

36. Des réfugiés sont accusés d'avoir guidé des troupes de mercenaires pro-Taylor à travers la forêt jusqu'à Macenta. Il n'est pas impossible que ces troupes libériennes aient bénéficié du soutien de réfugiés ou d'anciens réfugiés. Cependant, le gouvernement guinéen peut difficilement se plaindre de la « militarisation des camps de réfugiés » alors qu'il a lui-même favorisé ce processus dans le cas des réfugiés favorables à l'Ulmo, aux Kamajors sierra-léonais puis au Lurd (témoignages recueillis auprès de travailleurs humanitaires dans les anciens camps de la languette de Guéckédou et celui de Kouankan).



combattu dans les pays voisins et principalement au Liberia, ils pourraient constituer demain une grave menace pour la stabilité interne de la Guinée elle-même<sup>37</sup>.

Après l'élection de Taylor en 1997 et le retour d'une paix précaire au Liberia, la Guinée a continué de soutenir les adversaires politiques du nouveau président libérien<sup>38</sup>. C'est ainsi qu'elle a favorisé l'installation du Lurd – Liberians United for Reconciliation and Democracy – en région forestière. Le mouvement a effectué un recrutement actif dans la région de Macenta<sup>39</sup> ainsi que parmi les réfugiés libériens installés dans la zone forestière. En effet, la Guinée a accueilli tout au long des années 1990 plusieurs centaines de milliers de réfugiés libériens, puis sierra-léonais fuyant les exactions des différentes factions armées. Ces camps ont souvent servi de bases arrière aux mouvements rebelles, comme les camps de la langue de Guéckédou pour les Kamajors sierra-léonais ou celui de Kouankan pour le Lurd<sup>40</sup>.

Le mois de septembre 2000 a marqué un tournant important dans l'histoire de l'implication guinéenne dans le conflit libérien. La Guinée est en effet alors victime d'une série d'agressions armées coordonnées sur plusieurs fronts en provenance du Liberia et de Sierra Leone. Ces agressions, bien que revendiquées par un mouvement rebelle guinéen dont les leaders sont restés mal identifiés<sup>41</sup>, ont été menées à l'instigation de Charles Taylor. Ce dernier a utilisé ses propres troupes ainsi que des groupes armés du Front révolutionnaire uni (Ruf<sup>42</sup>) pour mener à bien ces attaques. D'abord sur le recul, le régime de Conté est finalement sorti vainqueur des combats, qui ont duré plusieurs mois. Il a cependant dû s'appuyer sur des milices locales levées et armées à la hâte – les « Jeunes volontaires » recrutés au sein de plusieurs groupes ethniques – et sur les forces du Lurd, qui ont joué un rôle déterminant contre les assaillants à Macenta et à Guéckédou.

Au-delà du traumatisme provoqué par les destructions et les morts, ces attaques ont installé un climat d'insécurité en Guinée forestière, lié à la présence accrue et durable de forces paramilitaires (Lurd, mais aussi « Jeunes volontaires » plus ou moins bien contrôlés par l'administration<sup>43</sup> ou l'armée). Les combats ont également avivé les tensions intercommunautaires. En octobre 2000, une délégation de plusieurs intellectuels forestiers s'est rendue à Conakry pour dénoncer la présence et les exactions du Lurd sur le sol guinéen. La plupart d'entre eux ont été assassinés lors du « massacre de la Cosa », du nom du quartier dans lequel ont eu lieu ces exécutions<sup>44</sup>. La violence de la répression contre ces intellectuels a immédiatement décapité le mouvement de contestation civile qui était en train de se développer contre la politique aventureuse de Lansana Conté en Guinée forestière. Si le mouvement n'a pas eu de suite, l'affaire de la Cosa marque encore aujourd'hui les esprits et nourrit bien des rancœurs à l'encontre du pouvoir guinéen<sup>45</sup>.

Après l'offensive de 2000, la Guinée a solidement renforcé la défense de ses frontières. Elle a sensiblement augmenté l'appui apporté au Lurd pour lui permettre de porter le feu au Liberia et de renverser le régime du président Taylor au terme de deux années de combats (fin 2001-août 2003)<sup>46</sup>. Malgré les dénégations de Conakry, plusieurs organisations, dont l'International Crisis Group (ICG), ont mis en évidence le rôle du soutien guinéen dans le succès du Lurd. L'objectif principal – la chute de Charles Taylor – est maintenant

---

37. La Guinée du général Lansana Conté s'est très tôt impliquée dans les conflits libériens et sierra-léonais. Dès 1990, le pays fournit des contingents à l'Ecomog déployé à Monrovia et soutient le régime moribond du président Samuel Doe contre Charles Taylor. Cependant, à mesure que le conflit libérien s'enlise, la Guinée choisit de s'impliquer dans le jeu trouble des factions armées : Conakry soutient les opposants de Charles Taylor, en particulier des Mandingo comme Alhadji Kromah, et commence à financer et à entraîner certaines factions armées. Outre le conflit personnel qui oppose Lansana Conté à Charles Taylor, l'implication de la Guinée au Liberia est déterminée par des enjeux stratégiques de sécurité et d'importants intérêts économiques – notamment, semble-t-il, autour de l'exploitation du diamant. À partir de 1991, Conté soutient l'Ulimo (United Liberation Movement for Democracy in Liberia) dont le leader, Alhadji Kromah, réside fréquemment à Conakry. Le mouvement dispose de camps d'entraînement à Kankan et de bases arrière en région forestière, notamment dans la préfecture de Macenta.

38. Au-delà de l'opposition personnelle entre les deux présidents, au-delà d'intérêts commerciaux divergents dans l'exploitation des réseaux diamantifères de la région, il semble aussi que le régime guinéen se méfiait du potentiel de nuisance du leader libérien, échaudé par les mésaventures du gouvernement sierra-léonais.

39. Une partie de la région de Macenta est peuplée d'une population manian – ou tomamanian – d'origine mandingue et qui entretient des liens de famille étroits avec les Mandingo du Lofa libérien. La majeure partie des familles mandingo du Liberia situent d'ailleurs leurs origines dans le pays malinké (région de Kankan) ou Konianké (région de Beyla) en Guinée.

40. Entretien avec le responsable d'une organisation humanitaire, Nzérékoré, octobre 2003. Voir Rapport Human Rights Watch, octobre 2002.

41. La presse guinéenne a un temps parlé du commandant Zoumanigui, impliqué dans le coup d'État de 1996 contre Conté et disparu depuis lors. Son nom n'est jamais réapparu par la suite. On a également cité Mohamed Lamine Fofana comme le probable leader de l'UFDG (Union des forces démocratiques de Guinée), nom donné au prétendu mouvement rebelle guinéen impliqué dans les attaques de septembre 2000.

42. Revolutionary United Front (Ruf).

43. Ainsi, à Nzérékoré, il semble que ce soit le maire de la ville plus que l'armée qui ait la haute main sur l'organisation des milices de « Jeunes volontaires ».

44. Entretien avec un témoin oculaire de la tuerie de la Cosa, Conakry, juillet 2001. L'identité des assassins est incertaine. Certaines sources, d'origine toma et guerzé, impliquent une milice proche du maire de l'une des communes de Conakry. Ce maire, d'origine konianké – un peuple manding lié aux Tomamanian de Macenta et aux Mandingo du Liberia –, n'aurait cependant jamais pu agir sans le consentement tacite de la présidence. Il est difficile d'en dire plus dans la mesure où aucune enquête officielle n'a encore fait la lumière sur cette affaire survenue il y a trois ans.

45. En région forestière, l'affaire de la Cosa est interprétée comme un signe du soutien accordé par le pouvoir aux populations d'origine mandingue contre les peuples forestiers.

46. La Guinée n'a pas été le seul pays à augmenter son soutien au Lurd contre Taylor. Voir les rapports d'International Crisis Group sur la question : <[www.crisisweb.org](http://www.crisisweb.org)>.



atteint : que vont alors devenir les relations entre le Lurd et son parrain guinéen ? En août 2003, le gouvernement américain<sup>47</sup> a demandé officiellement à Conakry de cesser d'alimenter les rebelles libériens en armement. Si le gouvernement guinéen continue de nier la présence du Lurd, il semble prendre quelque distance avec le mouvement<sup>48</sup>. Cependant, même si elle en a le désir<sup>49</sup>, la Guinée ne se débarrassera pas facilement d'un mouvement rebelle qui a recruté de nombreux Guinéens et qui dispose de connexions importantes en Guinée forestière, y compris au sein de l'armée<sup>50</sup>. Les quartiers de plusieurs villes de la région<sup>51</sup> sont ainsi considérés comme des « zones Lurd » échappant en grande partie au contrôle de l'État.

La stabilité future de la Guinée forestière est étroitement liée au sort du Lurd dans les prochains mois. S'il se déroule comme prévu, le déploiement des forces de la Mission des Nations unies au Liberia (Unmil<sup>52</sup>) va obliger tous les combattants du Lurd qui refusent de désarmer à chercher d'autres territoires pour organiser leurs pillages.

### *La déstabilisation progressive de la région forestière*

Les menaces de déstabilisation de la Guinée forestière par la circulation de groupes armés en provenance du Liberia ou de Côte d'Ivoire sont d'autant plus préoccupantes que la région est depuis plusieurs années soumise à un ensemble de tensions intercommunautaires particulièrement inquiétantes. Dans ce contexte, l'arrivée ou le retour de groupes armés pourrait contribuer à faire basculer la région dans une situation de déséquilibres et de violences durables.

Il existe en effet en région forestière une ligne de clivage importante entre les deux principaux groupes de population, les « peuples forestiers » – principalement Kissi, Toma, Guerzé et Mano – et les peuples d'origine mandingue – Malinké, Konianké, Kouranko, Manian. L'opposition entre ces deux groupes a eu tendance à se durcir et à se systématiser depuis le début des années 1990. Ainsi, en 1991, l'élection controversée d'un maire malinké à la tête de la capitale régionale, Nzérékoré, a provoqué le mécontentement des populations guerzé. Les violences entre les deux communautés ont fait un nombre important de victimes<sup>53</sup> jusqu'au déploiement de l'armée et à la nomination par le gouvernement d'un maire guerzé. Plus récemment, les oppositions entre Loma et Mandingo dans la guerre du Liberia se sont propagées en Guinée. Ainsi, lors des attaques de septembre 2000 sur Macenta, les populations d'origine mandingue, supposées favorables au Lurd, ont accusé les populations toma d'avoir favorisé le passage des troupes pro-Taylor lors des attaques sur la ville. En retour, plusieurs villages toma soupçonnés d'avoir laissé passer les assaillants libériens ont subi, dans les mois qui ont suivi, des attaques du Lurd<sup>54</sup>.

Les « peuples forestiers » se sentent particulièrement lésés par un pouvoir qui a choisi d'appuyer des éléments armés dirigés par des Mandingues et ayant commis en toute impunité une série d'exactions dans les villages limitrophes du Liberia – en particulier dans la préfecture de Macenta. Les « forestiers » se sentent en outre particulièrement délaissés par le pouvoir : la région est enclavée pendant la saison des pluies, il est fréquent que la route bitumée reliant Nzérékoré à Conakry soit coupée par des véhicules embourbés ou renversés. La rancœur des populations forestières à l'égard du pouvoir central est réelle, même si le régime parvient à maintenir une chape de plomb sur la région. L'arrestation récente de Jean-Marie Doré, le principal leader politique issu de la forêt, n'a ainsi provoqué aucune réaction significative dans la région. Il en ira peut-être autrement si l'arrivée de groupes armés en provenance du Liberia ou de Côte d'Ivoire ravive, par leurs pillages, les haines intercommunautaires.

Différents foyers de tensions sont ainsi susceptibles de s'embraser en Guinée forestière. La préfecture de Macenta, principale base arrière du Lurd, est la région de la forêt où les tensions actuelles sont sans doute les plus vives. Le retour éventuel de combattants du Lurd depuis le Liberia constitue un danger réel pour les mois à venir. Il exacerberait les conflits déjà nombreux avec les populations toma exaspérées par les exactions du Lurd. La région de Nzérékoré pourrait constituer un autre foyer de violence, comme elle l'avait été au début des années 1990. En juin dernier, la ville de Nzérékoré a connu

---

47. Lequel soutient activement la Guinée sur le plan militaire tout en approuvant, au moins de manière tacite, le soutien armé apporté à son tour par la Guinée au Lurd. Voir ICG, *Liberia: Security Challenges*, rapport n° 71, novembre 2003.

48. Ainsi, la cinquantaine de « bérets rouges » affectés à Macenta pour faire le lien entre le Lurd et l'armée guinéenne auraient été récemment retirés de la ville. Les rebelles du Lurd, envoyés massivement combattre au Liberia, sont effectivement moins nombreux à Macenta. Entretien avec un militaire, Conakry, octobre 2003. Cependant, des rumeurs récentes font état du retour de combattants du Lurd à Macenta fin novembre 2003.

49. Certains officiers de l'armée guinéenne sont agacés par la place prise par les combattants irréguliers issus du Lurd. Ils sont également inquiets de leur rôle éventuel si la succession du général Conté devait poser des difficultés. Entretien avec un militaire, Conakry, octobre 2003.

50. La présidence a ainsi désigné un petit groupe d'officiers supérieurs pour faire la liaison avec le Lurd. Depuis des années, ces militaires tissent des liens étroits avec les cadres dirigeants du Lurd.

51. Quartiers Patrice et Mohamed V à Macenta, quartier Dorota à Nzérékoré.

52. United Nations Mission in Liberia.

53. Selon les versions, les massacres auraient fait entre 100 et 1 000 victimes.

54. Entretien avec un haut fonctionnaire guinéen originaire de la région forestière. Le rapport de force n'a pas tourné systématiquement en faveur des troupes du Lurd. À Nzérékoré, le maire de la ville, d'origine guerzé, est très hostile aux combattants du mouvement. Il s'est appuyé sur les « Jeunes volontaires » recrutés parmi les Guerzé pour empêcher le Lurd d'avoir la même présence que dans les autres grandes villes de Guinée forestière (Macenta mais aussi Guéckédou et Kissidougou).



un regain de tensions avec l'arrivée de jeunes éléments identifiés comme des combattants du Lurd. Le maire de la ville a demandé à l'armée de les regrouper pour les envoyer au front – vers Ganta au Liberia – plutôt que de les laisser semer le désordre en ville. Plus récemment, des rumeurs non confirmées font état d'affrontements violents mais localisés entre communautés guerzé et mandingue dans un village au nord de Nzérékoré.

Les problèmes qui entourent la démobilisation des « Jeunes volontaires », la présence de combattants du Lurd particulièrement indésirables à Nzérékoré mais protégés par l'armée, les tensions avec les réfugiés (ivoiriens ou libériens) très nombreux dans cette région sont autant d'éléments qui pourraient favoriser le développement de violences armées en Guinée forestière.

Il ne faudrait certes pas sombrer dans un pessimisme sans nuances. Des éléments de stabilité réels, on l'a vu, distinguent la Guinée de ses voisins immédiats : l'absence de « médias de la haine » qui réduit la diffusion des discours ethnocistes dans l'espace public et les cantonne encore largement aux espaces privés ; l'idée nationale guinéenne qui, contrairement à ce qui se passe chez les voisins libériens et ivoiriens, n'exclut *a priori* aucune des grandes composantes de la population guinéenne (à l'inverse des Mandingo au Liberia).

Il n'en demeure pas moins que la crise économique et sociale, le blocage politique orchestré par un régime constamment sur la défensive ainsi que l'implication dangereuse de la Guinée dans les conflits de la Mano River constituent autant de facteurs qui nourrissent la montée de tensions préoccupantes au sein de la société guinéenne. Miser sur la « résignation traditionnelle » de ces populations face au pouvoir constitue un mauvais calcul pour ceux qui entendent préserver la stabilité régionale. En développant une approche de la sécurité régionale fondée une fois de plus sur l'idée de contingentement<sup>55</sup>, la communauté internationale continue de soutenir à bout de bras à un régime qui a sans doute préservé une certaine stabilité mais qui, à plus longue échéance, soumet la société guinéenne à des tensions dangereuses. La disparition ou le retrait de Conté pourrait alors entraîner le pays dans un cycle de violences civiles semblables à celles qui ont affecté ses voisins.

Paul Chambers

---

55. Voir J.-H. Jézéquel, « Liberia : un chaos orchestré », in F. Weissman (dir.), *Populations en danger*, Paris, Flammarion, 2003.